

PALESTINE - ISRAEL

Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série IV

lundi 16 octobre 2023, par [AFPS](#), [CLARET Xavier](#), [Contretemps \(web\)](#), [MELCHIOR Hugo](#), [PCOI-H \(Iran\)](#), [TROUVE Aurélie](#) (Date de rédaction antérieure : 15 octobre 2023).

Nous publions un ensemble de prises de positions sur le conflit israélo-palestinien. Nous en publierons probablement d'autres ultérieurement. Les déclarations provenant de mouvements palestiniens ou israéliens sont publiés sur notre site séparément, ainsi que les articles.

IRAN

PCOI-H : Déclaration sur la guerre en Israël/Palestine

Le samedi 7 octobre 2023, des centaines de membres de la branche militaire du Hamas ont attaqué des villes du sud d'Israël. Les premières attaques ont eu lieu dans une zone proche de Gaza, où se tenait un festival de musique. De nombreux jeunes femmes et hommes ont été assassinés, des installations militaires ont été touchées et des dizaines de milliers (*) de militaires et de civils ont été capturés et emmenés à Gaza. Simultanément, le Hamas a tiré plus de 25 000 roquettes sur 20 villes du centre et du sud d'Israël. Selon le ministère israélien des Affaires étrangères, au moins 900 personnes ont été tuées et 2 616 blessées.

L'armée israélienne a commencé ses frappes terrestres et aériennes samedi à 10 heures. Elle a affronté les forces du Hamas et a infligé de lourds bombardements à la population de Gaza. Lors de la première attaque contre Gaza, plus de 300 Palestiniens, pour la plupart des civils, ont été tués. Selon le ministère palestinien de la Santé, 770 Palestiniens, dont 140 enfants, ont été tués et 3 726 blessés. L'attaque israélienne a tué 18 personnes et blessé plus de 187 personnes en Cisjordanie.

Avec ses bombardements intenses, détruisant des hôpitaux, des écoles, des maisons, des réserves d'énergie et d'eau, l'armée israélienne a puni plus de deux millions de personnes sous prétexte d'attaquer le Hamas. Il s'agit d'un nouveau chapitre dans la guerre entre le terrorisme d'État et le terrorisme islamique. Netanyahu a qualifié l'attaque du Hamas de « 11 septembre » et a déclaré qu'il raserait Gaza et « changerait le visage du Moyen-Orient ».

L'objectif du gouvernement raciste d'Israël est l'annexion d'encore plus de terres palestiniennes, l'augmentation du terrorisme et l'imposition d'encore plus de difficultés aux Palestiniens sous couvert de « faire face au terrorisme » et de négliger la question de Palestine. L'objectif du Hamas et de ses alliés n'est pas, comme ils le prétendent, « de mettre fin à tous les massacres commis par les occupants », mais d'accroître le terrorisme et la peur islamiques, de s'opposer à la tendance à la normalisation entre les États arabes réactionnaires et Israël, et de renforcer le mouvement islamique dans la région. Israël, le Hamas et son allié, la République islamique d'Iran, avaient tous besoin de cette guerre ! L'étendue de cette guerre ne se limitera pas à la bande de Gaza. Cela est encore plus évident si l'on considère le soutien total apporté à Israël par les États occidentaux et

l'absence de plan pour résoudre la question palestinienne. Le Moyen-Orient va être confronté à une nouvelle vague de guerres terroristes et de militarisme.

Les victimes de cette guerre sont des peuples sans défense qui ne s'intéressent pas aux objectifs réactionnaires des deux pôles du terrorisme. Aujourd'hui, des forces super réactionnaires et de droite comme le Hamas et l'Islam politique revendiquent « la liberté pour la Palestine » et se nourrissent de la vieille blessure de la question palestinienne. Le gouvernement israélien n'a aucun lien avec ce qui est arrivé au peuple juif, pas plus que le Hamas ou le mouvement islamique n'ont aucun lien avec les difficultés endurées par le peuple palestinien. Ni l'extrême droite en Israël, ni l'islam politique en Palestine ne veulent une solution à la question palestinienne. Leurs actions et politiques se renforcent mutuellement.

La résolution de la question palestinienne isolera à la fois l'extrême droite en Israël et l'islam politique en Palestine et dans la région. La question de la Palestine doit être résolue. L'annexion, l'embargo, le terrorisme et la guerre ne sont pas la réponse. La formation d'une Palestine indépendante et le retour à l'Accord d'Oslo constituent une première étape efficace pour mettre fin aux difficultés actuelles.

Le Parti communiste ouvrier d'Iran - Hekmatiste condamne cette guerre réactionnaire et terroriste et appelle tous à se soulever contre la guerre terroriste et à y mettre un terme. Nous condamnons fermement le meurtre de personnes civiles et sans défense par le Hamas. Nous condamnons fermement le massacre de civils à Gaza par Israël. Du point de vue des intérêts des travailleurs et de la majorité des peuples du Moyen-Orient, tout « changement dans la configuration du Moyen-Orient » par ces forces réactionnaires ne fait que perpétuer la réaction, l'oppression, la pauvreté, l'apartheid et le despotisme. Les peuples du Moyen-Orient et la nouvelle génération veulent se débarrasser des États religieux de droite.

Les travailleurs et les masses travailleuses en Israël, en Palestine et dans les pays de la région doivent se soulever contre la guerre, le terrorisme et lutter pour une solution à la question palestinienne. Ils doivent se lever pour créer des sociétés libres et progressistes. Ils doivent se lever pour la solidarité humaine et internationale, la coexistence et une paix stable.

Non au terrorisme d'État, Non au terrorisme islamique !

Liberté, Égalité, État ouvrier !

10 octobre 2023

Déclaration du Parti communiste ouvrier d'Iran (hekmatiste) sur la guerre en Israël/Palestine

•

<https://aplutsoc.org/2023/10/15/declaration-du-parti-communiste-ouvrier-diran-hekmatiste-sur-la-guerre-en-israel-palestine/>

Source : <https://hekmatist.org/archives/11364>

Note :

* : les chiffres mentionnés dans ce paragraphe sont bien ceux figurant dans la déclaration originale

FRANCE

AFPS : Halte au massacre à Gaza, la France devrait agir pour le respect du droit

Actualisation des données (14 Octobre 2023 à 14h)

- Nombre de mort-es à Gaza : 2215 personnes, dont 714 enfants
- Nombre de Blessé-es à Gaza : 8000 personnes
- Nombre de mort-es en Cisjordanie et à Jérusalem Est : 54 personnes

Le monde s'est réveillé Vendredi 13 Octobre 2023 avec le plan monstrueux des autorités israéliennes du déplacement massif de toute la population du nord de la bande de Gaza, y compris la ville de Gaza, vers le sud de ce minuscule territoire.

Outre le fait qu'il est impossible de déplacer un million de personnes en vingt-quatre heures et que celles-ci ne trouveront aucune infrastructure pour les accueillir, il faut comprendre que cela veut dire une intervention terrestre qui menace de raser tout ce territoire dont la grande ville de Gaza, avec les habitations, les bureaux, les écoles, les universités, les centres culturels et les représentations internationales dont celles de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Faut-il rappeler aussi que, depuis Samedi 7 Octobre 2023, la bande de Gaza est soumise à un déluge de bombes, que des quartiers entiers sont rasés et que des familles sont décimées. Les derniers chiffres officiels du ministère de la santé de Gaza sont de deux mille deux cent quinze morts, dont sept cent quatorze enfants, et huit mille blessés. Israël a décidé de couper tout accès à la nourriture, à l'eau et à l'énergie de la bande de Gaza. C'est une catastrophe humaine sans précédent qui menace les hommes, les femmes et les enfants de Gaza.

En Cisjordanie dont Jérusalem-Est, la situation est également très grave. Les attaques de l'armée et des colons contre la population palestinienne ont fait cinquante-quatre morts et neuf cent cinquante blessés depuis Samedi 7 Octobre 2023.

Les plus grandes organisations palestiniennes de défense des droits humains, dans un communiqué commun, appellent tous les états tiers à protéger le peuple palestinien contre le génocide. Ce n'est pas un mot qu'elles utilisent sans l'avoir mûrement pesé. Ce qui se prépare, c'est l'effacement d'un peuple, de ses moyens d'existence et de son cadre de vie.

Des centaines de civils israéliens ont subi des crimes de guerre que nous avons dénoncés, mais l'état d'Israël est en train de commettre un crime de guerre et un crime contre l'humanité d'une ampleur sans commune mesure contre le peuple palestinien.

Dans cette situation, la France continue de soutenir l'offensive militaire israélienne, avec des demandes de pure forme d'épargner les civils. Elle ne dénonce pas le siège total et catastrophique de Gaza, elle ne met pas en question le plan monstrueux de déplacement de la population et de destruction préparé par Israël et elle ne demande pas l'arrêt des bombardements qui détruisent des quartiers entiers et qui tuent massivement les civils.

Dans une démarche totalement inédite, le ministre de l'intérieur entend museler le soutien au peuple palestinien en interdisant les rassemblements partout en France, comme à Paris, Lille, Nantes, Grenoble, Lyon, Saint-Etienne et Strasbourg. Dans cette dernière ville elle a arrêté et mis en garde à vue des militants qui manifestaient pacifiquement. L'AFPS tient à exprimer toute sa

solidarité avec les personnes appréhendées, elle exige leur libération immédiate et la levée de toutes les poursuites contre elles. En réprimant toute expression de solidarité avec le peuple palestinien, les autorités françaises sont en train de créer de graves frustrations et de la division au sein de la société française, en contradiction totale avec l'appel à l'unité du président de la république.

Le président de la république se rend-il compte que, en soutenant l'offensive israélienne, il est en train de se rendre complice de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité ? Se rend-il compte des dégâts irrémédiables qu'il est en train d'infliger à la réputation internationale de la France et aux valeurs qu'elle est censée porter ?

L'AFPS demande solennellement aux autorités françaises de s'exprimer et d'agir pour un cessez-le-feu immédiat, pour l'arrêt de l'offensive israélienne contre la bande de Gaza, pour la protection de la population palestinienne à Gaza et en Cisjordanie dont Jérusalem Est et pour la reprise d'un processus politique. Il est temps, il est grand temps, que la France retrouve sa place au service du droit et au service de la paix.

Communiqué du bureau national de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS) du Samedi 14 Octobre 2023 à 12 heures

<https://www.france-palestine.org/Gaza-halte-au-massacre-La-France-devrait-agir-pour-le-respect-du-droi>

Contretemps : En solidarité avec la lutte du peuple palestinien

Une opération militaire d'une ampleur inédite des forces armées palestiniennes dirigées depuis Gaza par le Hamas s'est déroulée le 7 octobre dernier, suscitant un débat public d'une grande intensité.

Contretemps se rattache à la tradition de la gauche anticoloniale et internationaliste, celle qui a notamment soutenu l'indépendance de l'Algérie. La solidarité de notre revue avec la résistance palestinienne est une constante de sa ligne éditoriale.

Bien sûr, notre volonté de fournir des éléments pour comprendre la signification et la portée de cette opération, ne signifie en aucun cas que nous considérons justifiables les crimes de guerre, comme les multiples assassinats et enlèvements de civils perpétrés par le Hamas, pas plus que nous pensons justifiables les innombrables crimes commis par l'État d'Israël qui, régulièrement et depuis des décennies, frappe militairement des populations civiles, tuant par centaines, comme il est en train de le faire chaque jour à Gaza dans le cadre d'une « vengeance » brutale et indiscriminée. Aucun crime de guerre ne peut être justifié, quand bien même il répondrait à d'autres crimes de guerre.

C'est dans cet esprit que nous proposons et continuerons à proposer à nos lecteurs. rices les textes d'information, de réflexion et d'analyses sur la situation actuelle en Palestine. Des textes qui dialogueront entre eux, comme nous l'avons toujours fait pour alimenter les débats stratégiques des gauches radicales.

L'offensive du 7 octobre ne peut être comprise que comme l'un des épisodes de la lutte d'un peuple contre un système colonial en cours depuis trois quarts de siècle. Le processus de dépossession, de désarabisation des lieux et d'expulsion méthodique des Palestiniennes de leurs terres a en effet commencé en 1948, avec la création de l'État d'Israël. Depuis, il n'a jamais cessé. Face aux

expropriations des biens et des ressources, aux destructions matérielles, humaines et psychiques, aux emprisonnements arbitraires, aux privations et – pour ce qui est de Gaza – aux bombardements répétés, face au projet d’effacement-remplacement de la Palestine, le peuple palestinien résiste continûment, de diverses manières et dans des conditions de violence dramatique, depuis 1948.

Dans ce combat contre l’oppression coloniale, notre position est un soutien à la résistance des colonisé·es pour la libération nationale – ce qui, faut-il le répéter, ne signifie aucunement justification de chacun des actes commis dans le cadre de cette lutte. Chaque vie humaine perdue est une tragédie. Nous sommes convaincu·es que l’issue au conflit israélo-palestinien ne peut émerger que dans la lutte contre le colonialisme, pour la libération de la Palestine. Le système colonial est intrinsèquement violence, destruction et apartheid (la récente qualification des palestinien·es de Gaza d’« animaux » par le pouvoir israélien en est une expression), seule sa désintégration peut ouvrir une véritable ère de paix, délivrant à la fois les Palestinien·nes et Israélien·nes d’aujourd’hui, qui enfin pourraient vivre ensemble libres et à égalité.

Nous dénonçons le blanc-seing accordé par les pays occidentaux – dont la France – à l’effroyable punition collective infligée par l’État israélien aux 2,3 millions habitants de Gaza. Plutôt que d’exiger un cessez-le-feu immédiat, ils se rendent complices moralement et politiquement (et militairement pour ce qui est des États-Unis et de la Grande-Bretagne) des crimes de guerre israéliens commis en Palestine, et de la probable nouvelle *Nakba* à Gaza.

Editorial

15 octobre 2023

La rédaction de Contretemps

- <https://www.contretemps.eu/solidarite-lutte-peuple-palestinien-editorial/>

Aurélie Trouvé : Chaque victime civile est une blessure insupportable

Le Hamas a lancé une attaque effroyable sur Israël samedi, et depuis hier soir, Israël bombarde massivement Gaza. Aucun ne fait de distinction entre civils et combattants.

Militante de solidarité internationale, députée FI NUPES de Seine Saint Denis, je suis bouleversée. Chaque victime civile, palestinienne comme israélienne, est une blessure insupportable. Nous pleurons chacune d’entre elles ; je pense tout particulièrement aux habitants de ma circonscription qui peut-être sont touchés à travers les combats, et je veux leur adresser mes condoléances et ma compassion, tout comme à leurs proches.

Dans ce conflit, comme dans tous les autres, les civils devraient être reconnus et protégés comme ils sont censés l’être par le droit international. Je condamne, avec mon groupe parlementaire de la France insoumise, les attaques contre les civils quels qu’ils soient, où qu’ils soient. A chaque fois ce sont des crimes de guerre. Et j’appelle tant l’Etat Israélien que les combattants du Hamas à respecter le droit international.

Je me tiens aux côtés des peuples, comme le peuple palestinien, qui revendiquent leur droit à l’autodétermination, qui résistent aux occupations et se battent pour leur liberté.

Et nous savons que la protection des civils, et tout particulièrement des civils palestiniens, n'a jamais été une préoccupation dans la guerre d'occupation que l'Etat Israélien mène contre le peuple palestinien depuis plus de 50 ans. Avant même l'opération du Hamas ce samedi, près de 250 Palestiniens, pour l'immense majorité des civils, dont 39 enfants, ont été tués durant cette année 2023.

Il faut le redire : cela ne justifie en rien les exactions et les meurtres commis ces deux derniers jours par le Hamas. La politique des otages civils, en particulier, est intolérable. Ainsi, le Hamas n'offre aux populations d'Israël et de Gaza qu'un avenir fait de détresse et de chaos.

En fermant les yeux sur les crimes de guerres israéliens, la communauté internationale porte aussi une responsabilité immense dans la tragédie qui se déroule devant nos yeux. Depuis la fin des accords d'Oslo au milieu des années 2000, elle a laissé toute latitude à l'État Israélien pour piétiner l'ensemble des accords et des résolutions qui constituaient une base pour négocier la fin du conflit. L'arrivée du gouvernement d'extrême droite mené par Netanyahu, a amplifié et aggravé les termes de ce conflit ; il assigne toute la région à la peur et l'injustice. Alors que les autorités israéliennes venaient d'annoncer un nouveau plan de colonisation de plus 6000 habitations dans les territoires occupés et de plus de 3000 à Jérusalem-Est, le Conseil de sécurité rappelait le 27 Septembre dernier que la colonisation restait un crime en violation du droit international.

A l'heure où j'écris, le ministre de la défense Israélien promet le "siège complet" de Gaza et la fin de tout ravitaillement, eau, électricité, nourriture, fuel. Deux millions de personnes, hommes, femmes, bébés, enfants, vieillards... y vivent : en droit international la privation intentionnelle de vivres est un crime contre l'humanité. Plus de 100 000 Gazaouis ont quitté leurs habitations depuis samedi. Où vont-ils aller ? Les prisonniers politiques retenus en Israël font l'objet de sanctions illégales dans n'importe quel pays démocratique.

Faut-il encore plus de souffrances ?

J'aimerais être la députée d'une France qui se fait entendre face au précipice au bord duquel nous nous trouvons, à nouveau. Je souhaite que notre pays pèse de tout son poids pour que cessent les combats, mais aussi pour que des solutions durables se construisent afin d'en finir avec les violences et les injustices quotidiennes qui les produisent. Il n'y aucune solution militaire qui protégera les peuples des deux Nations, et ramènera la justice. Seule une solution politique pourra permettre la fin d'un conflit qui porte sur le partage de la terre, des ressources, l'arrêt de la colonisation et la fin de l'oppression du peuple palestinien.

Je souhaite que les armes s'éteignent, que chacun puisse retrouver ses proches et la sécurité. Et pour cela je souhaite que la France s'adresse aux pays européens et à ceux de la région pour engager des négociations sur la base des résolutions internationales.

J'invite sincèrement, respectueusement, tous ceux et celles qui calomnient depuis deux jours le groupe et le mouvement politique auquel j'appartiens à se ressaisir. A réfléchir au sens et à la portée des mots qu'ils emploient. A se hisser au niveau de décence et de gravité que les événements requièrent. Et j'adresse toute mon amitié, toute mon affection, aux peuples, aux victimes, et aux militants sincères de la paix et de la solidarité ; je sais qu'ils sont en Israël, en Palestine autant que dans notre pays.

Paris, le 10 octobre 2023

Aurélie Trouvé

Fraternité ou barbarie

Les crimes et les actes de barbarie commis par le Hamas le 7 octobre 2023 contre des civils Israéliens sont condamnables, sans réserve. Comme tous les crimes commis contre des civils, à plus forte raison si c'est des enfants et s'ils sont accompagnés d'actes de barbarie, comme cela a été le cas.

L'émotion et l'indignation qui s'en sont suivies sont naturelles, chez les victimes leur famille et leurs proches, mais aussi chez les humanistes du monde entier.

Il faut être encore plus clair : rien, absolument rien ne peut justifier de tels crimes, quelque soit le contexte, quelle que soit la cause. Les crimes de guerre condamnent les causes qu'ils prétendent servir.

Je vis loin de l'endroit où on se sont produit ces faits. Je suis citoyen français et je vis en France. Mon pays fait partie de ceux qui possèdent l'arme nucléaire. La stratégie de dissuasion nucléaire consiste à « protéger la France et les Français contre toute menace d'origine étatique contre nos intérêts vitaux, d'où qu'elle vienne et quelle qu'en soit la forme. ». Pour que cette stratégie soit efficace, il faut que quiconque prétendrait s'attaquer à la France soit persuadé que celle-ci n'hésiterait pas à lancer une attaque nucléaire ; c'est à dire à détruire massivement plusieurs villes de l'ennemi.

Les gouvernants de mon pays considèrent qu'il existe quand même quelque chose, une situation, un contexte qui autorisent et justifient l'utilisation d'une arme dont les conséquences sur la vie des civils, des enfants et sur la vie tout court seraient incalculables en douleur et en nombre. Nous pouvons en avoir une petite idée à partir des bombardements sur le Japon à Hiroshima et Nagasaki. Dans notre imaginaire le largage d'une bombe à dix mille mètres d'altitude en appuyant sur un bouton et provoquant au sol des dizaines de milliers de morts de civils et des centaines de milliers de blessés marqués à vie, paraît moins barbare que le geste d'égorger au couteau et dans le sang des victimes innocentes et sans défense. La représentation de l'horreur est subjective. Les militaires avaient donné à leurs bombes des noms sympathiques ; « petit garçon » et « gros bonhomme ».

Il y aurait donc pour nos gouvernants une raison qui justifierait que l'humanité vive sous la terreur d'une arme qui pourrait la tuer, la blesser, la dévaster. Il semble que la raison valable soit liée à l'intérêt national et au respect des territoires, à des menaces d'occupation.

Pourtant, puisque rien ne justifie les crimes de guerre : rien ne peut justifier d'envisager l'utilisation de l'arme nucléaire. Or les gouvernants de la France et de nombreux candidats à la gouvernance l'envisagent le plus sérieusement du monde. Demandez aux soldats embarqués dans un sous-marin nucléaire. Ils ont obligation d'exécuter l'ordre qui leur sera donné. Et il faut que le monde soit convaincu que cet ordre peut être donné et exécuté. Sinon, la dissuasion nucléaire n'a pas de sens.

Il ne s'agit pas dans ce raisonnement de chercher une ruse pour relativiser les crimes du Hamas. Il s'agit de condamner toutes les terreur, toutes les occupations, toutes les tortures tous les crimes commis au nom d'intérêts supérieurs.

Là, maintenant c'est l'heure de l'émotion et des pleurs . Nos gouvernants surfent sur cette douleur à des fins de tactiques électorales à court terme. Madame Borne pour jeter l'infamie sur ses adversaires politiques principaux, la LFI. Monsieur Darmanin pour dissoudre des organisations

politiques révolutionnaires, c'est sa méthode. Comme Enrico Macias, homme de spectacle, il est plutôt pour « dégommer physiquement » ceux qui défendent la légitimité de la lutte du peuple Palestinien. Interdire et réprimer en voilà une solution à tous les problèmes. Illusoire. Rappelons le, ces gouvernants vindicatifs, ont entre les mains l'arme de terreur la plus épouvantable qui soit. Pour être crédibles, ils sont prêts à l'utiliser dans « certaines conditions et dans un certain contexte ».

Répetons le autant que nécessaire, les crimes commis par le Hamas sont inadmissibles quelle que soit la raison invoquée, quelque soit le contexte.

Avec le temps, sauf pour les victimes et leurs proches, après que l'armée Israélienne soit repue de vengeance de bombardements et de massacres, la stupeur et l'émotion s'estomperont. Alors il faudra revenir à la situation et au contexte qui, s'ils ne justifient rien permettront de comprendre ce qui a rendu ces horreurs possible. Il faudra partir du réel. Il sera question de deux peuples qui veulent vivre. Il sera question d'occupations, de colonisation d'apartheid, de conditions de vie insupportables faites à une population de deux millions d'habitants humiliée, contrôlée, enfermée, bombardée dans la bande de Gaza.

Il y sera question d'une majorité d'Israéliens qui veulent vivre en paix et que la politique de leurs gouvernants contraint à une guerre sans fin y compris en violant le droit international et le droit de la guerre.

Aujourd'hui, prôner la fraternité entre les peuple contre leurs gouvernants et leurs mauvais apôtres peut sembler dérisoire, pourtant c'est ça ou aller de chaos en chaos, de terreur en terreur, d'horreur en horreur. Toutes les armes, blanches ou nucléaires sont en place pour ça. Ces armes sont chauffées par les fascistes de tous bords qui attisent la haine entre les peuples.

L'actualité mortifère va plus vite que l'écriture. Déjà plus de deux milles palestiniens morts à Gaza, des milliers de blessés, des batiments détruits. Ce n'est que le début a promis le premier ministre Israélien. Que les victimes civiles et leurs familles se rassurent. Elles ne sont pas victimes d'actes de terrorisme mais de représailles de ceux qui les emprisonnent et volent leur territoire. Pour fuir ces bombardements, des milliers de Palestiniens s'entassent sur les plages de Gaza au bord de la méditerranée.

Xavier Claret, Toulouse.

Hugo Melchior : Un appel pour une « Trêve Civile » à Gaza

Par le truchement d'une lettre publiée le 11 octobre 2023, des Juifs appartenant à la gauche révolutionnaire et anticolonialiste française ont exprimé leur refus de se taire devant cette abomination advenue en Israël, qui apparaît comme l'expression paroxystique de l'ensauvagement des cœurs et des esprits qui ont conduit des hommes, Palestiniens, à ne pas s'empêcher, faisant le choix de planifier des actes indicibles contre des Juifs, parce que Juifs, au mépris de la morale commune, souillant irrémédiablement du sang des innocents la lutte collective et historique des Palestiniens pour leur droit à l'existence.

Ces Juifs français, soutiens des Palestiniens, ont exprimé par là même la nausée qui les a saisis devant les réactions de ceux qui ont exprimé sans vergogne une satisfaction, sinon une jubilation, devant les images des corps assassinés et suppliciés de citoyens juifs israéliens, sans compter ces dizaines d'otages ; car il fallait bien, selon les dires de ces « amis » des Palestiniens, que l'État impérialiste d'Israël et sa population coupable de soutenir avec obstination ce choix objectivement

inique et absurde de l'expansion coloniale jusqu'au bout en Cisjordanie, en payent le prix le plus fort. Seul Israël, parce que puissance coloniale et impérialiste au sens propre du terme, serait responsable de toutes les blessures, tous les crimes, de tous les morts. Or, tout n'est pas permis en politique, certaines choses sont a priori intolérables, comme le fait de trucider lâchement des civils désarmés, quelque soit l'origine et l'intensité de son propre malheur.

Il est certain que les hommes politiques israéliens, pétris de messianisme, démocratiquement élus en Israël par une majorité relative de citoyens qui refusent de partager équitablement la terre biblique et de reconnaître de facto l'existence des Palestiniens comme peuple-nation, vont prendre tout le temps nécessaire pour laver l'honneur de l'armée et de l'État avec le sang des habitants de Gaza, assiégés. En dépit des appels à la retenue et à la proportion, ils entendent imposer le principe totalitaire de la responsabilité collective, déjà dénoncé en son temps par Albert Camus à propos des représailles sanglantes et indifférenciées de l'armée française pendant la guerre d'indépendance algérienne.

Le gouvernement israélien, dominé par les nationalistes conquérants, extrémistes religieux et autres suprématistes juifs, entend donc « pacifier » Gaza intégralement, en agissant comme des militaires qui bombarderaient une prison dans le but de neutraliser certains détenus qui se cacheraient parmi les autres prisonniers désarmés, pris au piège, sans réel échappatoire. Or, en dépit de la création de zones séparées où les populations civiles seraient a priori en sécurité, qui ne sont pas sans rappeler, toute comparaison gardée, aux camps de regroupements mis en place lors de la guerre d'Algérie par les autorités militaires françaises dans le but de priver le FLN de sa base sociale, l'armée israélienne ne pourra pas séparer cette fois-ci, comme lors des opérations militaires précédentes, « le bon grain de l'ivraie ». Et ce sont les populations civiles empêchées de fuir de cette bande de Gaza qui vont continuer à être pulvérisées par les bombes, avant une probable invasion terrestre, assurément ruineuse en vie humaine.

Dès lors, si nous pouvons faire quelque chose en France, cela serait d'organiser des rassemblements pacifiques et multiculturelles dans nos villes pour une trêve civile immédiate à Gaza, ce qui impliquerait évidemment la libération sans condition de tous les otages retenus par le Hamas.

Et tant pis si le lancement d'un tel appel apparaît absolument vain et inaudible. N'oublions jamais que sa solitude n'avait pas empêché Albert Camus, en pleine guerre d'Algérie, de proclamer, sans illusions, par devoir moral, le 22 janvier 1956, avec d'autres, Juifs, Musulmans et Européens, son fameux « appel pour une trêve civile » dans lequel il enjoignait autant les nationalistes algériens engagés dans cette guerre de libération nationale que la puissance coloniale, la France, à épargner au moins la vie des civils innocents. D'aucuns nous rétorqueront que la société israélienne, meurtrie comme jamais depuis 1947, a le droit de se venger comme elle l'entend, quitte à faire avancer le Proche-Orient vers toujours plus de barbarie et de misère, pour réduire définitivement la menace impérieuse que constitue pour sa sécurité collective, ce proto-État terroriste du Hamas.

Nous ne devons pas céder aux fanatiques et aux intransigeants qui ont tout fait depuis des décennies pour que cette guerre entre Juifs et Arabes ait un horrible goût d'éternité, qui, ayant refusé la moindre concession à l'Autre, ont tout fait pour que la perspective d'une paix pratiquement juste et durable entre Palestiniens et Israéliens prenne de plus en plus la forme d'une sinistre chimère.

30 ans après les accords d'Oslo, la colonisation de peuplement n'a jamais cessé, la bande de Gaza a été transformée en une bombe humaine à retardement, tandis qu'Israël se contente d'une gestion essentiellement sécuritaire du problème palestinien ; alors voici l'effroyable épreuve de vérité que constituent ces crimes antisémites, impardonnables.

Il n'y aura pas de paix juste au Proche-Orient, ni à court, ni à moyen terme, et encore moins sans

une intervention décisive de la communauté internationale pour enfin contraindre Israël et ses dirigeants à reconnaître que les Arabes de Palestine sont un peuple singulier et distinct des autres, ayant le droit dans ces conditions de s'autodéterminer librement en Cisjordanie, comme à Gaza, sur les frontières de 1967.

Nous ne pouvons pas regarder en silence le spectacle du grand massacre à Gaza. Il faut au moins affirmer le plus fort possible que l'action militaire de l'armée israélienne en riposte aux atrocités subies par des civils ne saurait justifier le massacre de centaines, de milliers d'autres civils palestiniens. Car les maîtres du pouvoir à Tel-Aviv ne veulent pas faire de différence entre la population civile retenue prisonnière depuis 15 ans à Gaza, entraînée dans ce chaos, bien malgré elle, et les dirigeants du Hamas qui ont eux ont pris le risque voulu organiser leur propre suicide collectif, en faisant ce qu'il faut pour déchaîné les forces infernales.

A travers un appel commun à la trêve pour les civils à Gaza, il faudrait redire que ces deux peuples, juif et arabe, sont condamnés à « vivre heureusement ensemble » en terre de Palestine, quoiqu'en pensent les messianismes nihilistes et totalitaires, les prêcheurs de haine et autres marchands de mort, et qu'au lieu du spectre de la « guerre éternelle » contre lequel mettait en garde l'intellectuel juif anticolonialiste, Maxime Rodison, en 1997, il doit être construit ensemble ce « magnifique carrefour de peuples et de religions ».

Hugo Melchior

Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série VII

ESSF (article 68365), [Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série VII](#)

Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série VI

ESSF (article 68365), [PALESTINE - ISRAEL Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série VI](#)

Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série V

ESSF (article 68273), [PALESTINE - ISRAEL Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série V](#)

Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série III

ESSF (article 68185), [Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série III](#)

Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série II

ESSF (article 68161), [Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série II](#)

Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série I

ESSF (article 68142), [Prises de positions actuelles sur le conflit israélo-palestinien - Série I](#)

